

Plan de déconfinement : encore trop de questions sans réponses concrètes pour garantir la santé des citoyens !

Pour fixer un horizon et redonner de l'espoir, Macron a fixé la date de début de déconfinement au 11 Mai.

Mais aucune des trois conditions nécessaires au déconfinement, relâchement de la pression sur les hôpitaux, disponibilité des masques, disponibilité des tests en quantité pour isoler les malades, n'est réunie, notamment dans notre département.

A force de suppressions de lits, de personnels, bref, de moyens les plus essentiels, notre département est rouge et s'il est rouge, ce n'est pas parce que le virus y circule plus qu'ailleurs, mais parce que ses services de réanimation sont plus que saturés.

Quant aux tests, Macron nous en promet pour les jours et semaines qui viennent. Mais l'hécatombe dans les Ehpad, c'est aujourd'hui et maintenant. Combien de temps et de morts va-t-il encore falloir attendre ?

Le gouvernement, après avoir tenté d'imposer aux retraités et personnes âgées l'obligation de rester confinés au-delà du 11 Mai, parle désormais de recommandations. C'est pour leur bien nous-dit-on. Non, c'est parce que le gouvernement de la 6^{ème} puissance du monde est incapable d'assurer la protection de leur déconfinement !

Comment peut-on admettre que trois mois après le début de la crise sanitaire, les masques FFP2 et chirurgicaux, les tests de dépistage, les blouses, bref, que tout manque encore cruellement ?



Le déconfinement est une épreuve à haut risques, s'il ne s'effectue pas dans la plus grande prudence, de nouvelles vagues de contaminations peuvent avoir lieu.

Le virus n'a pas disparu, il n'y a ni traitement, ni vaccin, l'organisation hasardeuse du gouvernement doit nous amener à beaucoup de prudence et vigilance.

Après deux mois de confinement, nous en sommes toujours réduits au système D, parce que, dans notre pays riche, la pénurie de masques est toujours d'actualité, et en plus, il faudra les payer !

La CGT en demande la gratuité, c'est une question de santé publique et de justice sociale qui doit être prise en charge par l'État et les employeurs.

Les marchés financiers s'avèrent incapables d'apporter la moindre réponse aux besoins vitaux de la lutte contre la pandémie et se révèlent incompatibles avec l'intérêt général, la préservation de nos biens communs, la santé de chacune et chacun de nous, la santé de notre planète.

Des productions essentielles à la santé et à la vie de millions de gens ont été abandonnées ou délocalisées. L'industrie pharmaceutique qui a engrangé des profits pharamineux est incapable de livrer les masques, les tests, les appareils respiratoires indispensables.

Le doute n'est ainsi plus permis : le fric plutôt que la santé !

Les bons docteurs Salomon et V éran pourront toujours rédiger leur ordonnance journalière pourvu qu'ils aient la franchise de nommer le mal dont souffre le pays : le profit !



Incurie, oublis, enfumage, mensonges, resteront les piliers fondateurs de cette « République en marche » dont les jours et les semaines à venir n'ont pas fini de mettre au jour la roublardise de ceux qui l'ont fondée.

Il est urgent de rompre avec ces politiques d'austérité, de prendre le pouvoir sur la finance, d'imposer le progrès social, pour ne plus jamais revivre ça. Nous devons commencer par refuser de payer la crise, les versements des dividendes doivent être stoppés.

Il y a, dans ce pays, tout l'argent nécessaire pour que les salariés, les jeunes et les retraités vivent dignement, sans crainte du lendemain.

Ambroize CROIZAT nous avait prévenu : « *Ne parlez pas d'acquis, le patronat ne désarme jamais* ».

Il disait aussi : « *La sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens. Faire appel au budget des contribuables pour la financer serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons* ».

Cette crise sanitaire révèle, s'il fallait encore le prouver, que la Sécurité Sociale joue un rôle majeur dans la protection sociale solidaire !

Nous devons tirer dès à présent et pour notre avenir les conséquences de ces politiques qui ont gravement détérioré nos services de santé.

Une seule possibilité : s'organiser, résister, imposer d'autres choix !

La priorité doit aller vers la sécurité sanitaire et sociale des travailleurs et travailleuses qu'ils ou elles soient en activité, au chômage ou en retraite.

REVENDIQUONS !

- Le retrait des plans de restructuration dans les hôpitaux et des lois Bachelot, Touraine et Buzyn.
- Un vaste plan d'embauche et d'ouverture de lits dans les EHPAD et les hôpitaux publics.
- Plus d'EHPAD publics dans les Yvelines.
- L'arrêt des activités non essentielles durant toute la période de la pandémie.
- La reconquête de véritables services publics de proximité.
- La suppression des dividendes versés aux actionnaires.
- Le 100 % Sécurité Sociale basée sur la cotisation sociale.



**Le Gouvernement en appelle à l'union nationale, montrons-lui la nôtre :
SOLIDARITÉ, FRATERNITÉ, LIBERTÉ !**

Trappes le 13 Mai 2020